



Rives méditerranéennes

15 | 2003

Urbanisation et environnement sur les littoraux nord-méditerranéens

De la marginalisation à la reconquête environnementale et patrimoniale des collines de l'aire métropolitaine marseillaise

Claudine Durbiano



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/15>

DOI : 10.4000/rives.15

ISBN : 978-2-8218-0028-1

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2003

Pagination : 41-52

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Claudine Durbiano, « De la marginalisation à la reconquête environnementale et patrimoniale des collines de l'aire métropolitaine marseillaise », *Rives nord-méditerranéennes* [En ligne], 15 | 2003, mis en ligne le 25 novembre 2005, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/15> ; DOI : 10.4000/rives.15

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Tous droits réservés

De la marginalisation à la reconquête environnementale et patrimoniale des collines de l'aire métropolitaine marseillaise

Claudine Durbiano

- 1 DANS l'aire métropolitaine marseillaise, la colline présente l'originalité d'être très étendue, voire dominante. Elle oriente de façon contraignante le développement de l'urbanisation. En effet, celle-ci forme des rubans discontinus dans les bassins et les vallées étroites limités par le relief escarpé des collines qui forment des barrières. L'horizon est sans cesse borné par des « montagnettes », des massifs et des plateaux calcaires qui constituent la partie essentielle de l'environnement naturel des zones urbaines. Face aux fortes densités urbaines, c'est un désert humain doublé parfois d'un désert minéral. La spécificité des collines de l'aire métropolitaine marseillaise, leur importance spatiale, leur rôle dans l'organisation territoriale, les paysages et le cadre de vie nous interrogent sur leur affectation précise. Ne sont-elles périurbaines que par leur localisation géographique ou sont-elles profondément transformées par le contact même avec des espaces densément peuplés ? Quelles sont les dynamiques paysagères qui les affectent ?
- 2 La réponse à ces questions peut être apportée par l'analyse de quatre phases temporelles qui se succèdent tout en se superposant plus ou moins :
- 3 – la phase agro-sylvo-pastorale jusqu'à la fin du XIX^e siècle et la première guerre mondiale,
- 4 – la phase d'abandon jusqu'aux années 60,
- 5 – la phase des nouvelles utilisations incertaines avec la marginalisation territoriale et sociale jusqu'aux années 80/début des années 90,
- 6 – la phase de la reconquête patrimoniale et environnementale actuelle.

Du fonctionnement agro-sylvo pastoral au repli ou à l'abandon

- 7 **La phase agro-sylvo-pastorale** résulte d'une occupation humaine intense et diverse, en particulier lors de la période du maximum démographique. La colline faisait alors partie de l'espace vécu et utilisé quotidiennement pour le bois, le pâturage des troupeaux d'ovins et l'agriculture au sec dans les fonds de vallons ou sur les pentes aménagées en terrasses (vigne, céréales, oliviers et amandiers...). Les charbonnières, les infrastructures des résiniers et les glacières complétaient l'activité économique. Les incendies de forêts qui mettent le sol à nu régulièrement révèlent les aménagements agraires anciens disparus sous les broussailles (Courtot, 1992). Les bastidons, les cabanons et les jas formaient un bâti diffus. A cela s'ajoutait une fréquentation religieuse attestée par des chemins de croix, des chapelles et des ermitages (Sainte-Victoire, Sainte-Baume...). La colline était donc intimement liée à la vie économique et sociale des communautés urbaines et villageoises. Dominée par la propriété privée, elle est le plus souvent découpée en grands domaines (à Salon, 6 propriétaires possèdent 1500 hectares de collines sur 2000 hectares environ), issus des familles aristocratiques et bourgeoises de la région d'Aix, de Marseille ou de Salon sur les limites des finages. Les moyennes et petites propriétés s'insinuent dans les fonds de vallons et remontent sur les pentes cultivées en terrasses.
- 8 **Le repli, voire l'abandon** de l'activité socio-économique de la colline va de pair avec la perte de rentabilité de l'agriculture, l'exode agricole et l'urbanisation concomitante qui juxtaposent sans transition des espaces fortement occupés, de plus en plus densifiés et des espaces qui se vident. Si les vestiges d'une agriculture traditionnelle subsistent en îlots de plus en plus limités (vignes en particulier), la forêt se reconstitue avec le pin d'Alep dominant, le chêne vert et pubescent et un sous-bois de broussailles non entretenu, vulnérable aux incendies. La pratique de la chasse devient l'affectation essentielle de la colline. Durant l'automne et l'hiver, les chasseurs occupent le terrain de façon presque exclusive.

Marginalisation et recherche de nouveaux modes de gestion (années 60/80)

Marginalisation territoriale et marginalisation sociale

- 9 La colline abandonnée devient dans la deuxième moitié du XX^e siècle un espace-rejet, un « angle mort » du développement économique et social.
- 10 Marginalisée territorialement alors qu'elle est le seul type d'espace offrant de vastes superficies inoccupées, elle est transformée en « arrière-cours » des espaces densément peuplés. La ville y rejette tous les déchets que la société de consommation engendre, qu'elle maîtrise mal et à coût élevé. Peu pénétrée, la colline est le site privilégié des décharges municipales (Aix, Salon, Septèmes...) et des décharges sauvages. Elle est le lieu d'abandon de butins devenus encombrants (voitures volées...). Plus visibles, les lignes à haute tension, supportées par de gros pylônes, la traversent et la balafrent.

- 11 Marginalisée socialement, elle est le lieu d'implantation des catégories sociales défavorisées (Cassis, Aix) comme les Harkis, affectés aux travaux forestiers, pour lesquels on a construit des cités dans les années 60, les « gens du voyage » avec des aires de stationnement réservées. La colline est également un lieu de prostitution et de rencontre pour toxicomanes.
- 12 Si les sociétés de chasse communales se maintiennent, les sociétés de chasse privées s'étendent sur les grands domaines bastidières entièrement clôturés. Grâce à une clientèle exclusivement urbaine, ils ont trouvé dans cette pratique une nouvelle rentabilité. Fonctionnant avec du gibier d'élevage, les sociétés de chasse sont des acteurs incontournables de l'aménagement de l'espace (pistes, abreuvoirs, mangeoires, cultures cynégétiques, postes de guet, panneaux...).
- 13 D'espace agro-sylvo-pastoral ouvert, intégré au système agraire global puis en décomposition, la colline est devenue un lieu périphérique, avec ses enclaves-ghettos, périurbain par sa localisation géographique certes, mais surtout par les nouvelles affectations qui découlent de cette proximité.

Le SDAAMM et la colline

- 14 Le SDAAMM (Schéma Directeur d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine Marseillaise), première tentative d'aménagement de l'aire métropolitaine marseillaise dans les années 60, considère ces « unités naturelles » comme des « ceintures vertes », des coupures servant de « poumons » pour les zones urbaines (chaîne de l'Etoile) ou des espaces de loisirs (plateau de l'Arbois). La caractéristique du SDAAMM était donc de prévoir une urbanisation discontinue s'appuyant sur un relief contraignant faisant office de coupures vertes et non pas tant sur des espaces agricoles comme dans la plupart des autres grandes villes (Rennes). Les « vides » des massifs forestiers étaient pensés par les services de l'Etat comme une sorte d'instrument pour tenter de dépasser les oppositions traditionnelles entre les deux principaux pôles, Aix et Marseille, et les fédérer autour de projets communs dans une optique de loisirs/détente (Arbois) et surtout de préservation, notamment face aux risques d'incendie renforcés par le développement de l'habitat en lisière de la forêt. Mais le SDAAMM se solde par un échec. Il n'aboutit pas à la constitution d'une communauté urbaine comme le souhaitait les services de l'Etat, tant par l'opposition des élus locaux fondamentalement attachés aux structures communales que par l'imbrication du système politique national et du système politique local. Toutefois, malgré l'échec de l'intercommunalité, la mise en place des POS et la montée en puissance des nouveaux enjeux environnementaux face à la spéculation foncière ont permis la réalisation d'un certain nombre d'actions pour la protection de l'espace naturel. Elles revêtent deux formes essentielles, la maîtrise de l'urbanisation et la lutte contre l'incendie.

Le renforcement de la propriété publique et les actions de protection des sites contre l'urbanisation

- 15 Les collines périurbaines sont de fait des réserves foncières tant pour les sociétés immobilières que pour les collectivités territoriales. Les sociétés immobilières ont multiplié les acquisitions dans les années 70 pour constituer des réserves foncières face à l'urbanisation galopante de cette période. Dans le même temps, la propriété publique via

les établissements publics et les collectivités locales s'étend au détriment de la propriété privée. Très limitée au début des années 60 et essentiellement regroupée dans le massif des Calanques avec la forêt domaniale de la Gardiole et le camp militaire de Carpiagne, elle est renforcée avec l'acquisition de plus de 6 000 hectares dans les Bouches-du-Rhône par le Conservatoire des Espaces Littoraux et Rivages Lacustres (CELRL). Les 2/3 sont rassemblés en deux grands blocs dans les Calanques et sur la Côte bleue, à Ensues-le-Rove, avec l'achat en 1980 de 3 136 hectares à des sociétés immobilières, pour les soustraire aux risques d'urbanisation. Mais c'est la propriété des collectivités territoriales qui est la plus importante. La propriété communale, ancienne et stable, est aussi la plus dispersée tandis que la propriété du département est récente et en constante progression. En effet, le Conseil général des Bouches-du-Rhône développe, à partir de la fin des années 60, une politique dynamique d'acquisitions. C'est en 1972 l'achat du domaine de Saint-Pons (378 hectares) dans le massif de la Sainte-Baume, puis de Roques Hautes (646 hectares) dans le massif de la Sainte-Victoire suivi de l'acquisition de propriétés dans les Calanques à Marseilleveyre (827 hectares) et sur le plateau de l'Arbois, etc. En tout, le Conseil général est propriétaire de plus de 4 000 hectares.

- 16 Dans les POS, les collines forment des blocs massifs classés en zone naturelle ND des POS, échançrés ou mités par les zones agricoles NC et grignotés sur leurs marges par des zones d'habitat diffus NB qui constituent de véritables « poudrières ». Mais davantage que les POS, ce sont les associations de défense de la nature qui constituent le meilleur rempart contre l'urbanisation des sites de qualité. Leur action conduit au classement des Calanques en 1975 et ensuite à celui de la montagne Sainte-Victoire en 1983. Depuis les années 80, la législation européenne et française permet une meilleure prise en compte des sites dans l'ensemble des collines.

La lutte contre l'incendie et la restauration de l'espace naturel

- 17 Les espaces naturels périurbains sont les plus sensibles au feu en raison de la diffusion de l'urbanisation, de la présence d'infrastructures urbaines (décharges, lignes EDF) et de leur fréquentation par des populations peu sensibilisées à ce danger. Les « poudrières » s'y sont multipliées. Les équipements de protection et de prévention sont identiques à ceux que l'on trouve ailleurs (tours de vigie, chemins DFCI - Défense de la Forêt Contre les Incendies -, citernes, bandes débroussaillées...). Le passage du feu nécessite parfois la restauration des grands équilibres écologiques. Après l'incendie du cap Canaille, les violentes précipitations de l'automne 1982 ont déversé des torrents de boue dans La Ciotat, d'où la réalisation de travaux de fixation des sols et la construction de banquettes.
- 18 Durant cette période, le rôle de l'Etat apparaît primordial tandis que l'action des communes reste dispersée et faible, dominée par une logique concurrentielle qui favorise les stratégies individuelles, et que l'intercommunalité est inexistante. Cette situation est symptomatique d'un territoire qui a du mal à définir son aménagement. La colline, dans ce contexte, reste un espace flou parce que marginalisé et à l'avenir mal défini, un espace d'attente avec d'un côté ceux qui voient dans ces « vides » les vastes expansions urbaines et infrastructurelles du futur sans les contraintes des franges périurbaines actives et peuplées des autres aires métropolitaines, de l'autre ceux qui estiment qu'il faut préserver, valoriser un patrimoine écologique et culturel qu'ils estiment vital pour les décennies prochaines. Les collines se trouvent donc au cœur des contradictions du monde actuel.

De l'espace-réserve à l'espace paysager et patrimonial

Des représentations nouvelles

- 19 Dans les années 90, les espaces périurbains non construits, tant agricoles que « naturels », sont de plus en plus dotés de valeurs écologiques, paysagères et patrimoniales qui tendent à transformer les rapports entre les villes-centres et leur espace environnant. On assiste à un certain retournement de situation. La ville devient pour beaucoup le lieu de l'encombrement et du mal-vivre tandis que la campagne devient un gisement de « produits émergents » comme espace de loisirs, de liberté, de ressourcement à côté de la ville où on travaille. La mobilité engendre de nouvelles centralités bien connues désormais avec les grands centres commerciaux (Plan de Campagne) mais aussi des centralités éparpillées, pour les loisirs et la récréation, qui concernent la plupart des communes périurbaines comme le révèle l'enquête ménage menée par l'AUPA (Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix). En Provence plus qu'ailleurs, l'image de la campagne est associée à celle de la ville (campagne aixoise), chacun cherche à se l'approprier. Mais la périurbanisation fait perdre à l'espace rural l'essentiel de ses caractères originaux par le déclin de ses fonctions productives, la fermeture des paysages, la dispersion et la standardisation de l'habitat. Elle le transforme en réserve foncière et parfois en dépotoir. Or, les espaces naturels sont désormais perçus comme un patrimoine commun que les associations tendent à préserver de plus en plus âprement en s'appuyant sur une demande sociale élargie.
- 20 Une enquête effectuée sur les « objets métropolitains » susceptibles d'être mutualisés dans le cadre de l'agglomération d'Aix-Marseille démontre l'importance des espaces naturels comme objets emblématiques et fédérateurs, au premier rang desquels on trouve la Sainte-Victoire et les Calanques. La commune du Tholonet, porte d'entrée du massif de la Sainte-Victoire, dans son rapport de présentation du POS (février 1998) illustre parfaitement l'importance de ces nouveaux enjeux. L'évolution du paysage y a été considérable ces quarante dernières années avec la réduction de l'activité agricole (118 ha), le développement des friches et de la forêt (716 ha), l'introduction d'espèces végétales étrangères au milieu dans les parcs d'agrément dont la superficie est supérieure à celle de l'agriculture (124 ha) et la multiplication des clôtures. Le changement de la composition de la population formée essentiellement de nouveaux résidents urbains (720 habitants en 1962, 2004 en 1990) et la quasi-disparition des agriculteurs conduit à une révision fondamentale de la perception des enjeux communaux et à une révision des grands objectifs d'urbanisme. Le premier de ces objectifs est désormais la préservation du patrimoine naturel à travers les paysages cézanniens qui ont fait la réputation de la commune. La qualité du site est son premier atout et la base de son développement. Il s'agit alors de le maintenir à travers la recomposition de paysages cézanniens qui combinent une « nature » cultivée au premier plan, disparue ou en cours de disparition avec la fermeture du paysage, et une nature « sauvage » en arrière-plan, tout en l'adaptant aux usages actuels avec la pression touristique (accessibilité, parkings, etc.).

Le développement de l'intercommunalité

- 21 Tirant les leçons de trente années de « bétonnisation » et profitant d'un rythme d'urbanisation ralenti, une nouvelle volonté d'aménagement du territoire s'affirme dans les collectivités territoriales. Elle s'appuie sur une meilleure maîtrise de la croissance urbaine et de l'organisation spatiale ainsi que sur une meilleure prise en compte des valeurs environnementales et patrimoniales. Face à cette nouvelle donne, les espaces périurbains, lieux privilégiés du changement social et spatial, de nouvelles aspirations et de nouveaux modes de vie se situent au centre de la réflexion sur les rapports entre nature et société et constituent de ce fait de véritables « laboratoires territoriaux » (Vaudois, 1996). Toutefois, fractionnés, divisés en une multitude de communes, ils souffrent jusqu'à présent d'un cadre administratif inadéquat. L'éclosion de la coopération intercommunale, sur un territoire historiquement peu favorable à son développement, peut être vue, en dépit de l'incitation étatique, comme une tentative des élus locaux de s'emparer de cette question et de créer des territoires de projet.

Les PIDAF et la prévention contre les incendies

- 22 Les problèmes environnementaux nécessitent des approches à des échelles spécifiques du type « bassin versant » pour l'eau ou « massif » pour la forêt. Les Plans Intercommunaux de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier (PIDAF) participent au développement de l'intercommunalité dans un cadre sectoriel. Les premiers PIDAF sont élaborés au début des années 90 dans les Bouches-du-Rhône et sont actuellement au nombre de 22. Résultat d'une longue concertation entre les acteurs de l'espace naturel (les collectivités, les propriétaires, les forestiers, les agriculteurs, les chasseurs, les associations, les pompiers), les PIDAF ont quatre objectifs. Le premier, fondamental, réside dans la lutte efficace contre le feu dans des conditions de sécurité satisfaisantes tant pour les pompiers que pour la population. La nécessité d'établir des lignes de lutte dans des endroits stratégiques implique la réalisation de coupures agricoles et pastorales établies aux interfaces entre la ville et l'espace naturel (la commune de La Fare-les-Oliviers dans le massif de Lançon, le versant sud du massif de l'Etoile). Les deux autres objectifs sont l'intégration du risque d'incendie dans le zonage du territoire (POS) et la définition des orientations de gestion forestière. Le dernier objectif est novateur et prend de plus en plus d'importance, témoignant de l'évolution de la conception de la prévention et de la lutte contre le feu. Il s'agit de proposer une gestion globale de l'espace naturel dans le cadre d'une aide au développement durable. Le PIDAF peut ainsi élaborer un plan d'action agricole et pastoral, pour diminuer les risques de propagation des incendies, une gestion cynégétique, un schéma directeur de l'activité touristique, sportive et d'accueil du public.
- 23 Le PIDAF du massif de l'Etoile et le plan de réhabilitation du plateau de la Mûre effectués par l'ONF (1999) sont exemplaires de cette nouvelle approche par leur ampleur et leur caractère innovant. Le feu de forêt de juillet 1997, parti de la décharge de Septèmes, est rapidement devenu un feu urbain dans la mesure où la stratégie a été d'empêcher que le feu n'entre dans la ville. Il a détruit 3 500 hectares et a couru sur 18 km de lisière urbaine autour de la cuvette marseillaise. L'ampleur de cet incendie s'explique par la disparition des zones agricoles et la progression de l'urbanisation qui met en contact direct l'espace forestier et la ville. Les leçons tirées de l'incendie ont conduit à proposer d'abord des travaux de lutte contre l'érosion pour éviter les inondations à Marseille et surtout une

nouvelle valorisation économique et sociale du massif tombé en déshérence. La mise en culture de 150 hectares d'oliviers, d'amandiers et de vigne situés sur les communes de Plan de Cuques et de Marseille sont projetés (79 ha de zone ND ont été déclassés en zone NC sur le plateau de la Mure) de même que la création d'un complexe de jardins familiaux et un projet de sylvo-pastoralisme sur Allauch. La réalisation d'un « centre nature » permettra la sensibilisation et l'éducation des enfants à l'environnement et le développement de relations nouvelles entre les urbains et l'espace naturel environnant.

- 24 Dans le même esprit de réappropriation de la colline par la population urbaine, le PIDAF des Quatre Termes a mis à l'étude la réhabilitation de la ferme du Mazet, à Eguilles, pour la transformer en exploitation chevre, avec la création d'un périmètre sylvo-pastoral, et en ferme pédagogique pour l'accueil du public.

Les chartes intercommunales et la protection de l'environnement

- 25 La mise en place de communautés de communes (1992) et leur transformation en communautés d'agglomération (1999), résultat d'un besoin croissant de cohérence spatiale, crée un cadre territorial approprié pour amorcer des contrats de territoire développant des projets partagés à l'intérieur d'un « bassin de vie ». L'environnement et la culture sont les premières compétences transférées par les communautés de communes, car relativement consensuelles et dotées de peu de moyens. Dans l'aire métropolitaine marseillaise, ce sont les espaces périurbains non construits qui les premiers ont fait l'objet de tels projets pour articuler leur fonctionnement avec celui des agglomérations. Ainsi des chartes agricoles, à l'initiative des collectivités locales et de la chambre d'agriculture, ont pu être initiées. Dans la communauté de communes Garlaban-Huveaune (Aubagne) (Consalès, 2001) le but est de préserver ce qui restait du cadre agreste, composante du sentiment identitaire, tout en s'appuyant sur le slogan commercial « plus près, plus frais » appliqué aux produits agricoles locaux. Cet exemple est actuellement suivi par la communauté de communes du pays d'Aix (1999). L'objectif est essentiellement productif et secondairement paysager, bien que les deux soient intimement liés (éradication des friches, maintien d'espaces ouverts et entretenus). Les chartes pour l'environnement établies en partenariat entre le Ministère de l'environnement et les collectivités locales constituent un nouvel outil permettant de définir une politique environnementale et de prévoir une série d'actions dans le cadre d'un programme pluri-annuel. La charte pour l'environnement d'Aix-en-Provence (1996-2000) est ainsi en cours d'élargissement aux 33 communes de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) pour constituer un outil d'aide à l'élaboration d'un projet d'agglomération. Pour les espaces naturels, les objectifs sont : protection et gestion, restauration et ouverture au public « si possible en favorisant l'accès direct depuis les zones urbaines » tout en maintenant une gestion de la fréquentation dans les massifs forestiers.

Conclusion

- 26 Il ressort de cette analyse que les dynamiques paysagères des collines périurbaines ont été déterminées d'une part par le déclin de l'activité agro-sylvo-pastorale, voire dans certains cas sa disparition, entraînant corrélativement la progression de la forêt, d'autre part par le développement de l'habitat, en particulier sur leurs marges. Il résulte de cette

double évolution la mise en contact direct de la forêt et de l'habitat. La disparition de l'interface agricole sous l'étalement urbain contribue à la multiplication des « poudrières ». La prévention des risques naturels constitue alors un nouvel élément de la dynamique paysagère avec la réalisation de coupe-feux agro-pastoraux et la re-crédation d'interfaces agricoles comprenant la réhabilitation d'anciennes terrasses, la plantation d'oliveraies à la faveur de leur nouvelle rentabilité économique et la réintroduction du pastoralisme (moutons et chèvres). La prévention des risques naturels rejoint en grande partie les nouvelles aspirations de la société urbaine résidant en zone périurbaine pour un cadre « vert », écologique tout autant que patrimonial et identitaire. La nouvelle dynamique paysagère qui se dessine peut être schématisée de la façon suivante : maîtrise de la dispersion de l'habitat, avec un premier plan agreste à maintenir ou à étendre et un arrière-plan « sauvage » et forestier.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

- AUPA, « POS et grands objectifs d'urbanisme », 1998. « Rapport de présentation de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône », 1999. « La charte agricole du pays d'Aix. Charte pour l'environnement d'Aix-en-Provence », 1995.
- CONSALES J.N, « La charte agricole d'Aubagne. Modèle ou utopie », in *Rives nord-méditerranéennes*, n° 8, 1998, p. 25-35.
- COURTOT R., « Sous la forêt secondaire, défrichement, pâturage et reboisement : deux exemples sur les plateaux entre Aix-en-Provence et la montagne Sainte-Victoire », in *Méditerranée*, Aix-en-Provence n° 1, 1992 p. 81-92.
- DURBIANO C., « Les zones “naturelles” et agricoles des espaces périurbains méditerranéens : une nouvelle problématique », in *Méditerranée* n° 2-3, 1998, p. 47-51.
- DURBIANO C., « L'oliveraie provençale. Production de qualité et requalification territoriale », in *Méditerranée* n° 2-3, 2000.
- ONF (1999), PIDAF du massif de l'Etoile.
- ONF (1998), Réhabilitation des massifs incendiés de l'Etoile et du Garlaban.
- VAUDOIS J., « Les zones périurbaines : laboratoires territoriaux pour l'agriculture du xx^e siècle », in *Agriculture et forêts en zones périurbaines : constats et perspectives*, Actes de la rencontre à la bergerie nationale de Rambouillet, 1996, p. 15-18.
- VINATIER N., Projet de réhabilitation du site du Mazet dans le cadre du PIDAF des Quatre Termes. ONF, Aix-en-Provence, 2000.

RÉSUMÉS

L'importance spatiale de la colline et son rôle dans l'organisation territoriale dans les espaces littoraux provençaux nous interrogent sur son affectation et ses dynamiques. Après une phase d'utilisation agro-sylvo-pastorale jusqu'à l'aube du xx^e siècle, suivie d'une période d'abandon ou de marginalisation, nous sommes entrés depuis les années 1990 dans une phase nouvelle de reconquête patrimoniale et environnementale. La disparition de l'interface agricole sous l'étalement urbain a exacerbé les risques d'incendie. La prévention des risques naturels constitue alors un nouvel élément de la dynamique paysagère qui rejoint les aspirations de la société urbaine pour un cadre plus « vert » tout autant que patrimonial et identitaire.

The spatial importance of the chain of hills and its role in territorial organisation within the coastline regions of Provence is linked to the question of who they serve and the dynamics that reign there. After being exploited for agricultural and pastoral purposes until the early 20th century, followed by a period of abandon or marginalisation, a new phase has been apparent since the early 1990s, based on patrimonial and environmental reconquest. The decline of an agricultural interface as a result of urban spread has greatly increased fire risks. The prevention of natural disasters has thus become a new element in landscape dynamics, which overlaps with demands from urban society for a “greener” setting that is also imbued with a patrimonial identity.

INDEX

Mots-clés : environnement, territoire

Index géographique : Midi, Méditerranée

Index chronologique : Époque contemporaine

AUTEUR

CLAUDINE DURBIANO

Claudine Durbiano enseigne la géographie humaine à l'Université de Provence et mène ses recherches au sein de l'unité mixte de recherche TELEMME. Son domaine d'enseignement et ses champs de recherche portent sur la géographie rurale : eau et irrigation ; produits du terroir ; systèmes de cultures ; interface rural/urbain.